

Malte

Exemples d'affaires concernant Malte

Mizzi c. Malte (12 janvier 2006)

Maurice Mizzi engagea vainement une action en contestation de paternité. Il se plaignait d'avoir été privé de l'accès à un tribunal et alléguait que la présomption de paternité irréfragable appliquée dans son affaire s'analysait en une ingérence disproportionnée dans l'exercice de son droit au respect de sa vie privée et familiale.

Violation de l'article 8 (droit au respect de la vie privée et familiale)

Zarb Adami c. Malte (20 juin 2006)

Maurice Zarb Adami remplit les fonctions de juré à plusieurs reprises. Il demanda en vain à être dispensé de ce service et se vit infliger une amende lorsqu'il ne se présenta pas après une convocation. Il alléguait avoir été victime d'une discrimination fondée sur le sexe, le pourcentage des femmes appelées à assumer le service de jury à Malte étant négligeable, et se plaignait d'avoir eu à subir une procédure pénale en raison d'une obligation civique qui lui avait été imposée de manière discriminatoire.

Violation de l'article 14 (interdiction de la discrimination) combiné avec l'article 4 § 3 d) (interdiction de l'esclavage et du travail forcé)

Conseil de l'Europe

Adhésion : 29 avril 1965

La Convention

Signature : 12 décembre 1966

Ratification : 23 janvier 1967

Juge en fonction

Vincent A. DE GAETANO

Historique des juges

Giovanni BONELLO (1998-2010)

Giuseppe MIFSUD BONNICI (1992-1998)

John CREMONA (1965-1992)

Premier arrêt

Demicoli c. Malte (27 août 1991)

La Cour et Malte au 1^{er} janvier 2011

Nombre total d'arrêts : 31

Arrêts de violation : 25

Arrêts de non-violation : 2

Autres arrêts : 4

Décisions d'irrecevabilité : 109

Requêtes pendantes : 26

Exemple de mesure générale

Sabeur Ben Ali c. Malte (29 juin 2000)

⇒ Modification du code pénal, accordant aux tribunaux d'instance le pouvoir de vérifier automatiquement le bien-fondé d'un maintien en détention et donnant à tous les détenus le droit à un examen à bref délai de la légalité de leur détention.